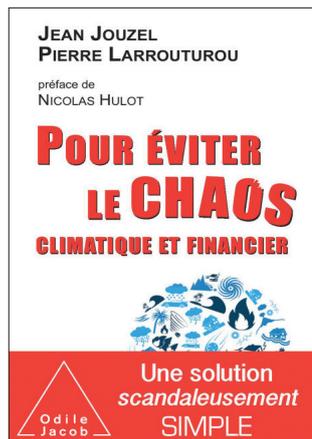


Notes de Lectures

Pour éviter le chaos climatique et financier

J. Jouzel et P. Larroutourou
(O. Jacob, 2017)



Jean Jouzel, chercheur en climatologie bien connu et membre du GIEC, et l'économiste Pierre Larroutourou (connu pour ses propositions de réduction de la semaine de travail) se sont alliés pour rédiger cet ouvrage sorti juste avant le sommet sur la planète ("One Planet Summit" du 12 décembre 2017), deux ans après la signature de la COP21 à Paris. On sait que dans l'engagement de la COP21 figure une proposition de financement des pays du Sud à hauteur de 100 milliards de dollars par an à partir de 2020, ce qu'on appelle le "fonds vert". Par ailleurs, on entend souvent les économistes Verts déclarer que l'on peut créer beaucoup d'emplois en orientant l'économie vers l'écologie, notamment dans la rénovation thermique des bâtiments ! Enfin la publication du rapport de l'économiste britannique Nicholas Stern en 2006 a été un événement important : la "Stern

review" a chiffré le coût du changement climatique. Maintenant que le thème "finance et changement climatique" est introduit, voici l'architecture de l'ouvrage, volumineux et très documenté, qui se décline en 3 parties.

Première partie (chapitres 1 à 3)

Ce sont les impacts au chapitre 1 : hausse de température, événements extrêmes, souvent plus fréquents et plus intenses (leur nombre a triplé en 30 ans d'après Munich Ré), régression des glaciers et de la neige. Aussi, moins de glace de mer, perte de volume du Groenland et de l'Antarctique, accélération de la hausse du niveau des mers. En conséquence les incendies de forêt augmentent, les rendements agricoles stagnent et les maladies (hommes, animaux, plantes) s'étendent. Ces résultats sont issus des observations récentes au niveau national et international. Le chapitre 2 répond au climato-scepticisme, en examinant et réfutant cinq critiques que formulent les climato-sceptiques. Le chapitre 3 examine les conséquences de ne rien faire, en prenant le scénario RCP 8.5 (GIEC). La situation est désastreuse : on atteint 50 °C dans l'hexagone en 2050, les écosystèmes et la biodiversité sont bouleversés, avec des risques accrus sur les ressources en eau, la sécurité alimentaire, et la santé, ensemble qui pourrait engendrer migrations de population et conflits, sans compter les possibilités de surprises climatiques avec la fonte du pergélisol en arctique ou celle des hydrates de méthane dans les fonds océaniques.

Deuxième partie (chapitres 4 à 7)

Le chapitre 4 "Trois ans pour agir" explique ce délai de 3 ans, tiré de l'article de

C. Figueres (*Nature*, Juin 2017), ancienne présidente de la Convention Climat (Rio), écrit avec d'autres scientifiques. L'article étudie divers scénarios de réduction des émissions, dont le pic ne devrait pas dépasser 2020, pour pouvoir stabiliser les concentrations. Le chapitre 5 développe l'engagement "facteur quatre". En divisant par quatre les émissions en France d'ici à 2050, on stabilise la machine climatique. Cet engagement a été pris par Jean-Pierre Raffarin, alors Premier Ministre en 2003. Qu'en est-il aujourd'hui ? La France a réduit ses émissions si l'on s'en tient à l'inventaire national (mieux que Kyoto) mais, si l'on inclut les émissions dues aux importations, le résultat est moins flatteur, puisqu'on passe de 7,3 t à 10,6 t par personne (en tonnes équivalent CO₂). C'est l'empreinte carbone. Si l'on compare les émissions en Europe et en Chine, on voit que l'Europe stagne alors que la Chine s'envole depuis 2002, quelles que soient les approches ! La Chine est maintenant à un niveau équivalent à l'Europe pour l'approche territoire, mais 30% plus faible pour l'approche empreinte. Le facteur "quatre" coûte 2% du PIB (N. Stern), 50 milliards pendant 20 ans et la taxe Tobin (transactions financières) serait trop faible ! On entre dans la finance proprement dite avec le chapitre 6 "Mille milliards ? Ce n'est pas possible !". C'est ce que l'on a mis pour sauver les banques en 2008 (crise des "subprimes"). Le chapitre présente la crise financière et ses antécédents, la création monétaire par la Banque Centrale Européenne, l'évolution des dettes publiques en Europe et aux USA, et les risques de crise financière future. Le chapitre 7 "Aux racines de la crise financière" approfondit la crise de 2008 en remontant

jusqu'aux années Reagan pour les Etats-Unis et en soulignant le problème de la dette et le rôle des banques centrales.

La troisième et dernière partie présente et justifie le pacte Finance-Climat.

Le chapitre 8 "Planet First ! Une nouvelle ambition pour l'Europe" explique pourquoi il faut un traité pour assurer la stabilité à long terme des décisions. Il serait conclu au niveau européen après un référendum qui se déroulerait simultanément dans les différents pays en 2020, avec un plan d'action national dans chaque pays. C'est aussi une façon de relancer l'Europe en lui donnant un projet majeur. Ce sera un chantier colossal, "Un chantier jamais vu" (chapitre 9), comme ces grands chantiers réalisés dans le passé : "Montparnasse-Bienvenue" et son métro, le "Victory Program" de Roosevelt en 1942, le plan Marshall de reconstruction de l'Europe après la guerre, ou la décision de J. Kennedy en 1962 d'aller sur la Lune. Ces exemples démontrent que s'il y a une volonté politique, on peut réussir un chantier colossal ! Pour finir, les sources de financement (taxe carbone, taxe aux frontières, impôts sur les bénéfiques) sont examinées. Le chapitre 10 détaille les projets qui seraient développés pour lutter contre le changement climatique : rénovation thermique des bâtiments, sobriété en général, énergies renouvelables, modes de transport alternatifs, ... Enfin le chapitre 11 nous livre "Le rêve de Mario Draghi", puisque la BCE a un rôle majeur pour ce pacte Finance-Climat ! Le livre se conclut "2018, l'année du choix", puisque ce projet de pacte Finance-Climat pourrait être évoqué lors de la rencontre du Président E. Macron avec la Chancelière A. Merckel en décembre 2018. Des lettres

d'engagement de personnalités européennes complètent l'ouvrage, notamment M. A. Moratinos, ancien ministre espagnol des affaires étrangères qui rédige le traité. C'est un très bel ouvrage sur le changement climatique, complet et très documenté sur le plan scientifique mais aussi très engagé sur le plan politique et financier. S'il paraît un peu gros en développant un argumentaire détaillé, les mêmes auteurs proposent, avec Anne Hessel, depuis octobre dernier, un livre plus condensé sur le même sujet. Enfin, les auteurs présentent ce pacte Finance-Climat lors de nombreuses conférences, à l'image de celle tenue à l'École Polytechnique le 26 septembre 2018 devant un auditoire de 700 personnes ! 🌈

RÉGIS JUVANON DU VACHAT

Le changement climatique, menace pour la démocratie ?

V. Laramée de Tannenber
(Buchet/Chastel - 2017)



Le rédacteur en chef du *Journal de l'Environnement* nous livre un diagnostic politique global sur le changement climatique, considéré comme responsable de guerres à l'intérieur des Etats et entre les Etats. D'ailleurs beaucoup de rapports ont été publiés sur

les menaces que fait peser le changement climatique sur la sécurité internationale, rapports rédigés par les stratèges militaires, mais aussi par le monde des affaires. Ainsi pour l'OTAN, le *Global Warming* est un risque émergent, tandis que des officiers américains déclarent en 2007 (sous l'administration Bush) "qu'il ne faut pas attendre la certitude pour passer à l'action". Pour les dirigeants britanniques, il est un risque pour la sécurité géopolitique, et l'ancien chef d'Etat-major des armées Pierre de Villiers considère qu'il va engendrer de nouvelles missions, et, à ce titre, nécessite de nouveaux moyens. C'est ainsi qu'un colloque s'est tenu en 2015, avant la COP21, sur les liens entre guerre et climat.

Mais l'auteur du livre évoque aussi l'opinion contradictoire de Bruno Tertrais, chercheur à la fondation pour la recherche stratégique, qui minimise le rôle du changement climatique dans les conflits¹. En résumé, l'ouvrage développe le thème des guerres du climat, déjà évoqué par H. Welzer en 2009 (Ed. Gallimard), en actualisant les chiffres et les statistiques, et en se plaçant sur un terrain géopolitique et non anthropologique. Entre 2007 et 2015, le nombre de conflits armés dans le monde a doublé selon la Coface². Le nombre annuel de victimes a baissé à la fin de la guerre froide, avec un minimum de 27 000 en 2005, puis est reparti, depuis, à la hausse, avec 250 000 morts en 2015. Enfin, on observe une autre conséquence de ces conflits, les migrations massives, souvent causées par un manque de démocratie et qui sont aggravées par le changement climatique.

Cependant cette observation d'une augmentation globale des conflits, avec le réchauffement climatique, doit être

plus étayée en examinant la situation des pays les plus vulnérables. Sont présentés : le Nigeria, le Niger, l'Ethiopie, l'Ouganda et le Pérou, où l'insécurité alimentaire et l'accès à l'eau alimentent des conflits qui sont souvent d'origine interethnique ; en outre ce sont des pays où la structure étatique est très faible. Allons maintenant en Chine et aux USA, les plus grands émetteurs de gaz carbonique. En Chine, la crise de l'eau, avec la diminution des précipitations et les besoins croissants pour l'énergie, se fait sentir mais aussi les risques d'affaissement du sol des grandes villes (Pékin, Shanghai) et la submersion des grands ports (hausse du niveau des mers). *La crise de la terre* conduit à l'achat de terres agricoles à l'étranger, pouvant compromettre la sécurité alimentaire des pays. Mais l'expansionnisme chinois vise aussi les matières premières et les participations dans les industries, notamment de l'énergie. Le tableau est plus nuancé pour les USA qui se sont retirés de l'accord de Paris, ce qui a fait réagir les grandes villes américaines, comme New-York et Los Angeles, mais aussi une centaine de multinationales. Les incendies de forêt en Californie, où la surface brûlée est passée de 10 000 ha en 2010 à 230 000 ha en 2016 restent un triste marqueur du changement climatique ! Enfin le paysage politique américain (républicains/démocrates) est maintenant assez contrasté dans l'engagement pour la lutte contre le changement climatique.

Venons-en au chapitre IV "*La paix ou le réchauffement*", qui propose des solutions pour éviter cet embrasement généralisé de la planète. A priori cela va coûter cher : 90 000 milliards de dollars en 15 ans pour amorcer la transition écologique selon G. Giraud de l'AFD³. Le coût

du changement climatique pour l'Europe serait de 2% environ du PIB selon N. Stern. Mais on pronostique la création d'un million d'emplois en France avec la transition écologique. Après ces chiffres globaux, voici un catalogue de mesures plutôt classiques : dé-carboner la production d'électricité, rouler sans polluer, transformer les villes, rénover les logements, réduire les émissions agricoles, ce qui est d'ailleurs le plus gros problème en lien avec l'insécurité alimentaire, responsable de conflits. Bref, ceci n'aborde pas directement la question de la démocratie ! Pour finir, on remarque que la question de l'adaptation n'est évoquée que de façon limitée, et pourtant elle sera un enjeu majeur compte tenu de l'inertie du climat. Le livre n'aborde pas non plus le fait que le changement climatique vient souvent aggraver des conflits dont l'origine est tout autre : politique, ethnique, ... ce qui pourrait constituer le point de départ d'une tentative de paix.

En conclusion, cet ouvrage présente un panorama géopolitique très documenté sur le changement climatique, même si l'analyse politique et démocratique suggérée par le titre reste limitée. 🌈

RÉGIS JUVANON DU VACHAT

1. « *Les guerres du climat. Contre-enquête sur un mythe moderne* » (CNRS Editions, 2016), ouvrage présenté par P. Ladoy dans le N°184 d'AEC.
2. Coface : Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur
3. AFD : Agence Française de Développement